

Unité départementale de l'Oise  
283 rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 17/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS CONCOURS (Ex BRIE COMTE ROBERT)**

Zone Industrielle  
60430 Warluis

Références : IC-R/0511/24-ED/MC  
Code AIOT : 0005104613

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement SAS CONCOURS (Ex BRIE COMTE ROBERT) implanté Zone Industrielle 60430 Warluis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS CONCOURS (Ex BRIE COMTE ROBERT)
- Zone Industrielle 60430 Warluis
- Code AIOT : 0005104613
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS Concours exploite un entrepôt sur la commune de Warluis.  
Les cellules constituant cet entrepôt sont louées à différentes sociétés.

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 juin 2003.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article III.4.6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article 6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Zone de recharge des accumulateurs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article III.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article I-1	Sans objet
4	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté différentes non conformités :

- le système en place sur le site ne permet pas de retenir les eaux d'extinction ;
- les installations électriques des cellules B et C peuvent entraîner un risque d'incendie ou d'explosion ;
- le système de détection incendie comporte des anomalies ;
- des zones de recharge des accumulateurs sont présentes dans les cellules de stockage à proximité de matières combustibles.

Au vu de ces constats, il est proposé à monsieur le préfet de mettre en demeure la société de se mettre en conformité sur ces différents points. Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est annexé au présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article I-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative

### Prescription contrôlée :

Classement des installations :

- rubrique 1510-1 : stockage de matières combustibles dans des entrepôts couverts : 5 cellules pour un volume totale de 155 100 m<sup>3</sup> et masse de 5 661,2 tonnes, régime : autorisation ;
- rubrique 1412-2b : stockage de gaz inflammables liquéfiés en réservoirs manufacturés : 3 cuves de GPL totalisant 20 tonnes, régime : déclaration ;
- rubrique 1414-3 : installation de remplissage de gaz inflammables liquéfiés, 1 poste de distribution de GPL destiné à l'alimentation des chariots élévateurs, régime : déclaration ;
- rubrique 2925 : atelier de charge d'accumulateurs, puissance maximale de courant continu : 50 kW, régime : déclaration ;
- rubrique 2910A : installation de combustion fonctionnant au gaz propane, 3 chaudières au propane de puissance cumulée 1,086 MW, régime : non classé.

### Constats :

Par courrier du 02/03/2022, la société SAS CONCOURS (filiale de PROUDREED) a transmis un dossier de porter à connaissance d'un projet de modification des installations qu'elle exploite sur la commune de Warluis.

L'objet de ce porter à connaissance est notamment d'informer l'administration des aménagements déjà réalisés afin de régulariser la situation administrative à savoir :

- le démantèlement de la station de distribution de GPL et d'une cuve de stockage de GPL,
- la démolition en 2014 d'une cellule de stockage, d'un hall de conditionnement. D'une zone de stockage de 800 m<sup>2</sup> et d'un atelier d'entretien.
- La modification de l'occupation des cellules d'entrepôts à savoir :
  - la cellule A est occupée par la société SAP/EVA Logistique qui y stocke des marchandises classables sous la rubrique 1510. Ce stockage est donc encadré par l'arrêté du 5 juin 2003 ;
  - les cellules B et C sont occupées par la société LOGISTIQUE & MAINTENANCE qui envisage le stockage de billes de polymères classable sous la rubrique 2662 en quantité inférieure à 1 000 m<sup>3</sup> mais supérieure à 100 m<sup>3</sup>.
  - la cellule D est occupée par la société GT location Nord pour y stocker des pneus, classables sous la rubrique 2663, en masse dans un volume inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>. Le locataire prévoit également d'y exercer une activité de tri de pneumatiques pour une quantité inférieure à 100 m<sup>3</sup> (seuil de la déclaration au titre de la rubrique 2714).

Le porter à connaissance est en attente de compléments car celui-ci comporte une demande de dérogation concernant la largeur de la voie engin et qu'un avis du SDIS est nécessaire est nécessaire sur cette demande de dérogation.

Au vu des éléments indiqués dans le porter à connaissance du 02/03/2022, le site est soumis à enregistrement au titre de la rubrique 1510-2, à déclaration au titre de la rubrique 2925 et 2910-A-2 et n'est plus soumis aux rubriques 1412-2-b et 1414-3. Ce nouveau classement sera acté par arrêté préfectoral suite à l'instruction du porter à connaissance du 02/03/2022.

Lors de la visite d'inspection l'exploitant a indiqué que l'occupation des cellules A et D avait été modifiées. Actuellement, la cellule A est louée par la société LAM qui stocke principalement des produits alimentaires et la cellule D est occupée par la société GCA qui stocke principalement de l'outillage pour chaîne de montage. Ces activités relèvent de la rubrique 1510. Il n'y a plus d'activité de tri de pneumatiques. Ce point a été constaté lors de la visite terrain.

L'exploitant a également déclaré que, contrairement à ce qui est indiqué dans le porter à connaissance du 02/03/2022, il n'y a pas de chaudière sur le site. Le classement au titre de la

<p>rubrique 2910-A-2 n'est donc plus d'actualité.</p> <p>Enfin l'exploitant a indiqué qu'il était en cours de réflexion concernant le devenir de la parcelle sur laquelle la démolition a été réalisée. En effet, un arrêté préfectoral d'enregistrement portant exploitation d'un entrepôt a été signé le 21/05/2024 pour la société Paris Properties Developpement (filiale de Proudreed). Au vu du contexte actuel des entrepôts en blanc ne trouvant pas de locataires dans le secteur, l'exploitant envisage de ne pas construire d'entrepôt et d'utiliser ces parcelles pour stocker des véhicules et des engins agricoles pour le compte d'autres sociétés. Si tel était le cas, n'ayant plus la contrainte de l'emprise de l'entrepôt à proximité, la demande de dérogation concernant la largeur de la voie engin ne serait plus d'actualité. L'exploitant a indiqué qu'il prendrait sa décision en décembre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation :</b> Lorsque la décision du devenir des parcelles voisines aura été prise, l'exploitant transmettra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit un nouveau porter à connaissance des modifications envisagées avec l'ensemble des éléments d'appréciation s'il décide de réaliser un parking pour des véhicules et des engins agricoles intégré dans le périmètre ICPE.</li> <li>• soit une mise à jour de son porter à connaissance de 2022 avec les points indiqués ci-dessus et un avis du SDIS sur la voie engin, s'il décide de conserver son projet de construction d'entrepôt.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que chaque locataire était en charge de réaliser la vérification des installations électriques pour son local et que la société SAS CONCOURS avait la charge de la réalisation de la vérification électrique des parties communes.</p> <p>Les rapports de vérifications électriques (Q18) suivants ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Parties communes : rapport du 06/11/2024 concluant que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion,</li> <li>• LAM : rapport du 25/11/2024 concluant que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion,</li> <li>• LMIF : rapport du 30/10/2024 concluant que l'installation électrique présente dans les cellules B et C peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. L'exploitant a présenté un devis du 19/11/2024 relatif à la correction des non conformités relevées.</li> <li>• GCA : rapport du 30/09/2024 concluant que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion.</li> </ul>

<b>Non conformité (faits significatifs) :</b> L'installation électrique présente dans les cellules B et C peut entraîner un risque d'incendie ou d'explosion.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Proposition :</b> mise en demeure demandant à l'exploitant de corriger les non conformités relevées sur les installations électriques des cellules B et C et de transmettre un rapport Q18 attestant de l'absence de risques d'incendie ou d'explosion liés à l'installation électrique sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article III.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant doit être en mesure de confiner la totalité des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou des eaux d'extinction d'un éventuel incendie pour prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau. le dispositif de confinement prévu à cet effet doit être maintenu étanche et en bon état et doit présenter une capacité de rétention suffisante sans être inférieure à 1000 m3. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection l'exploitant a indiqué qu'un bassin de rétention de 1000 m3 était présent sur le site mais qu'il n'avait jamais trouvé la vanne permettant d'orienter les eaux vers le bassin de rétention. En cas d'incendie les eaux d'extinction partent donc directement dans le milieu naturel via le réseau d'eau pluvial. <b>Non conformité (faits significatifs) :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un dispositif de confinement permettant de mettre en confinement les eaux d'extinction incendie d'un volume minimum de 1000 m3.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Proposition :</b> mise en demeure demandant à l'exploitant de mettre en place un dispositif de confinement permettant de mettre en confinement les eaux d'extinction incendie d'un volume minimum de 1000 m3 sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré que l'état des stocks était géré par chaque locataire et qu'il était mis à jour chaque semaine. Cet état des stocks est disponible depuis n'importe quel lieu disposant d'internet via un fichier sharepoint. Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis l'état des stocks du 25/11/2024 concernant les matières stockées dans les différentes cellules. Cet état des stocks indique la rubrique ICPE, la nature des produits, la nature des dangers et les quantités entreposées. Un plan d'emplacement des stockages est également présent. Lors de la visite, les trois locataires des différentes cellules ont déclaré qu'un inventaire physique

était réalisé à minima une fois par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur, définis en accord avec la Direction Départementale des Services d'incendie et de Secours de l'Oise et comprennent au minimum :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des robinets d'incendie armés (RIA) répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées ; ils sont protégés du gel ;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 7 poteaux incendie assurant un débit unitaire de 120 m3 pendant 2 heures ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les poteaux incendies, l'exploitant a présenté le PV d'essai des 7 poteaux incendie du 15/11/2024. D'après ce rapport chaque poteau incendie a un débit compris entre 82 m3/h et 129 m3/h. Cependant aucun test en simultané n'a été réalisé. Or, d'après le calcul des besoins en eau incendie réalisé selon la méthodologie D9 et figurant dans le porter à connaissance de 2022, un débit de 420 m3/h est nécessaire.</p> <p>L'exploitant n'a pas démontré que le débit de 420 m3/h requis est atteint sur ces poteaux incendie.</p> <p>Concernant les RIA, l'exploitant a transmis l'attestation de bon fonctionnement du système de réseau incendie armé du 18/10/2024. Ce rapport conclut que l'installation est partiellement fonctionnelle. L'exploitant a transmis 3 bons de commandes du 13/11/2024 relatifs à la levée des non conformités constatées dans les cellules occupées par les 3 locataires. Il a également transmis les attestations de bon état fonctionnel du 22/11/2024 concluant au bon état fonctionnel pour les cellules occupées par les sociétés LAM et LMIF. L'attestation de bon fonctionnement pour les locaux de la société GCA n'a pas été transmis.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande de justificatifs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments justifiant qu'un débit de 420 m3/h est atteint sur les poteaux incendie sous 3 mois.</li> <li>• Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments justifiant du bon fonctionnement des RIA dans la cellule occupée par la société GCA sous 3 mois.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant



Proposition de délais : 3 mois

**N° 6 : Zone de recharge des accumulateurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Zone de recharge des accumulateurs

**Prescription contrôlée :**

[...]

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.

[...]

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la recharge des appareils de manutention est réalisée directement dans les cellules de stockage.

Il a notamment été constaté que dans la cellule A, la recharge des batteries était réalisée sous un rack sur lequel était présent des matières combustibles. De plus, des matières combustibles étaient présentes à moins de 3 mètres de la zone de charge.

**Non conformité (faits significatifs) :** Des produits combustibles sont présents à moins de 3 mètres de certaines zones de stockage. De plus l'exploitant n'a pas démontré l'absence de risques liés à des émanations de gaz de ces zones de charges.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition :** mise en demeure demandant à l'exploitant de démontrer l'absence de risques liés aux émanations de gaz des zones de charge et d'aménager les zones de charge afin que celles-ci soient distantes de 3 mètres de toute matière combustible et protégées contre les risques de court-circuit.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Détection incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article III.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir et détecter les risques d'incendie ainsi que pour limiter la propagation et l'extension des conséquences d'un tel sinistre.

**Constats :**

<p>L'exploitant a transmis le rapport de vérification périodique en exploitation des moyens de secours concourant à la sécurité incendie du 21/11/2024. Concernant le système de sécurité incendie, il est indiqué que l'état est non satisfaisant en raison notamment de zones hors services et de l'inaudibilité de l'alarme dans la zone "chambre froide" de la cellule A.</p> <p><b>Non conformité (faits significatifs) :</b> Des anomalies sont relevées sur le système de détection incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Proposition :</b> mise en demeure demandant à l'exploitant de lever les non conformités relevées sur la détection incendie et de transmettre les éléments attestant de son bon fonctionnement sous 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>